DÉCLIC

Journal d'information trimestriel du Centre Ecologique Albert Schweitzer

ceas
Centre Ecologique Albert Schweitzer
Ecouter - Innover - Partager

N° 33 / novembre 2024

Systèmes alimentaires : Sortir de la pensée en silo
Interview du professeur Jérémie Forney

Pour une agriculture sensible à la nutrition
4000 ménages malgaches soutenus dans leur lutte contre la malnutrition

Alarme solidarité
La solidarité de la Suisse mise à risque par le Parlement

Le CEAS s'engage pour une agriculture sensible à la nutrition, comme ici à Irim dans le Nord du Burkina Faso où la cantine scolaire est approvisionnée par des productrices.teurs locaux. (photo : Positiv')

ZEWO ZERTIFIZIERT CERTIFIÉ CERTIFICATO

Editorial

Construire un système alimentaire juste et durable

D'où viennent nos aliments ? Comment sont-ils produits et transformés ? En tant que consommateur et producteur d'une petite coopérative agricole, je me questionne de plus en plus sur mon rôle et sur les possibilités de se nourrir de manière saine et responsable.

Dans l'opacité du marché et la complexité du vaste système agro-industriel, réaliser des choix éclairés qui considèrent les enjeux environnementaux, éthiques et les détails des processus de production de nos aliments s'avère un exercice très difficile. Or, la nourriture, comme l'eau et l'air, est à la base de notre vie et détermine notre santé.

Du côté de la production d'aliments, la voie empruntée par l'agro-industrie est loin d'être juste et durable. Effondrement de la biodiversité et des services écosystémiques, destruction de l'environnement, spéculation accrue sur les denrées agricoles, perte de souveraineté alimentaire, conditions de vie et de travail toujours plus difficiles pour les paysannes et paysans de tous pays, etc. Du Sud au Nord, la liste des symptômes confirmant la crise du système alimentaire mondial ne fait que s'allonger.

Les propos de Pierre Rabhi, philosophe et agro-écologiste, me ramènent sur terre : « la nourriture doit aussi nous parler par le cœur, nous faire vibrer, car c'est grâce à elle et à la terre nourricière qui la produit que nous sommes vivants ». C'est peut-être en partant de ces constats simples, mais fondamentaux, que l'on peut oser rêver un changement ? Des alternatives vertueuses se développent déjà localement en marge du système agro-industriel ; malheureusement elles sont encore peu encouragées par les autorités. C'est le cas par exemple de l'agriculture soutenue par la communauté, fondée sur le partenariat entre ferme et citoyen.ne, des épiceries coopératives, des différents réseaux de commerce équitable ou des groupes d'achat solidaires. Des projets qui font société en redonnant de la valeur aux filières courtes, aux relations de proximité entre production et consommation. Des projets qui investissent dans une agriculture paysanne qui protège la vie et les conditions de sa reproduction et qui, surtout, renouvelle son alliance avec la nature.

Le soutien à la réflexion autour d'alternatives agricoles, le renforcement des filières durables locales et la promotion de la diffusion de pratiques agroécologiques sont aussi des composantes des actions du CEAS. Pour ma part, je suis persuadé que chacun d'entre nous a un rôle d'acteur à jouer dans la construction d'un système alimentaires plus juste, transparent et respectueux de l'environnement.

Zeno Boila
Chargé de programme

Impressum

Le journal Déclic paraît 4 fois par année
en français et allemand.
Tirage novembre 2024 : 2000 exemplaires français,
500 exemplaires allemands (Impuls).
Imprimé sur papier recyclé certifié « Blue Angel »
Prix indicatif de l'abonnement annuel : CHF 10.-
Editeur : CEAS
Rue des Beaux-Arts 21, CH-2000 Neuchâtel
T. +41(0)32 725 08 36,
Rédacteur responsable :
Patrick Kohler (responsable) et Jennifer Marchand
Impression : Onlineprinters
Graphisme et mise en page : Christian Schoch,
Chézard-St-Martin, www.atelierlameule.ch
Traduction : Anna-Lena Burkhalter

ClimatePartner
climatiquement neutre

Focus

Sortir de la pensée en silo

De plus en plus de projets du CEAS s'inscrivent dans des filières alimentaires allant «du champ à l'assiette». Cela nécessite de comprendre des système alimentaires complexes, avec leur impact sur l'environnement, l'économie et la société. Cette complexité, Jérémie Forney, professeur en anthropologie de l'environnement à l'Université de Neuchâtel l'appréhende depuis longtemps, lui qui codirige le Centre d'excellence et de compétence pour le développement de systèmes agroécologiques durables dans l'Arc jurassien dans un contexte de changement climatique.

A quoi fait-on référence lorsqu'on parle de systèmes alimentaires ?
«Pour moi, cette notion est avant tout un outil pour penser la complexité des problèmes: climat, biodiversité et justice sociale notamment. C'est aussi une vision de l'organisation du monde agricole. Nos politiques sont encore très ancrées dans une pensée sectorielle, en silo, alors qu'on a besoin de penser plus largement, par exemple lorsqu'on lance une initiative ou une nouvelle loi. Lorsqu'on impose des changements au milieu agricole, il est nécessaire de réfléchir aux conséquences plus larges, au-delà de l'élément précis que l'on souhaite changer. Il s'agit aussi de comprendre les zones d'ombre d'un système et d'agir sur ces points centraux. C'est d'autant plus vrai dans un monde globalisé dans lequel l'échelle nationale n'est plus tout à fait pertinente pour réfléchir et prendre des décisions.»

Partant de là, comment passer à l'action ?
«Je pense qu'une des clés consiste à sortir du savoir d'expert qui définit une stratégie et qui contrôle sa mise en œuvre. Il faut accorder plus de place à l'expérimentation avec les agricultrices et les agriculteurs en tant qu'actrices et acteurs de changement. Cela passe par l'adoption d'un système de gouvernance dans le domaine de l'alimentation qui soit plus participatif et réflexif. Le fait de traiter les problèmes de manière linéaire freine les acteurs dans leur volonté de trouver les meilleurs systèmes pour répondre aux urgences biodiversité et climat.»

Que faudrait-il changer d'autres à votre avis ?
«Dans le monde agricole, il faut gagner en résilience et en capacité d'adaptation rapide. Je parle ici d'une résilience dynamique qui permette de s'adapter, de changer ses pratiques en fonction des contraintes extérieures. Il faut aussi que chaque ferme évite les systèmes d'interdépendance qui les met à risque si un élément clé s'effondre.»

> «Il faut créer des ponts pour répondre aux défis globaux auxquels nous faisons face.»

Cela concerne-t-il aussi les agricultrices. teurs du Sud ?
«Les contextes sont profondément différents, notamment au niveau des rapports de pouvoir. Les réalités sont encore plus extrêmes que ce qu'on connait en Suisse. Mais fondamentalement, notre mode de pensée moderniste empreigne ces contextes, avec des effets similaires. On constate des similarités de logiques, ce qui a fait naître des mouvements globaux qui essayent de mettre en marche des luttes communes. Aujourd'hui, je pense que la question de la gouvernance des systèmes alimentaires doit être au centre des réflexions. De même, dans un contexte de grosse pression sur le monde agricole suisse, il est nécessaire de penser aux conséquences et nos responsabilités vis-à-vis des agriculteurs du Sud.»

Alors comment concilier les besoins du monde agricole et les grands défis globaux ?
«Face à la difficulté de voir émerger des solutions convaincantes, on peut vite tomber dans la résignation et vouloir travailler uniquement à une échelle micro, comme dans la fable du colibri. Mais ce ne sont pas les colibris seuls qui vont pouvoir changer les choses. Il faut réfléchir à des alliances au-delà des lignes de front traditionnelles. Il faut créer des ponts pour répondre aux défis globaux auxquels nous faisons face, retrouver des objectifs et des points communs. En bref, aplanir les différences plutôt que les exacerber.»

Propos recueillis par Patrick Kohler

Les pressions sur le monde agricole au Nord ont des conséquences sur les agriculteurs du Sud. (photo: Positi'v)

Le projet Déclic

Une agriculture sensible à la nutrition

Près de trois ans après avoir lancé son premier projet de sécurité alimentaire et nutrition à l'attention des femmes enceintes et des jeunes mères à Madagascar, le CEAS a mandaté une évaluation externe qui souligne les progrès accomplis et les défis à venir. Fait le plus marquant, l'amélioration de la sécurité alimentaire de la quasi totalité des 3800 femmes ciblées par le projet.

Dans la région Bongolava, un enfant sur deux de moins de 5 ans souffre de malnutrition chronique. En plus des problèmes de santé évidents que cela provoque, c'est leur avenir entier qui est compromis par un développement cognitif qui n'aura pas pu se faire normalement dans les premières années de vie.

Les démonstrations culinaires se font dans les villages, au plus près des familles partenaires du projet. (Photo : Anselme, promoteur communautaire)

C'est pour lutter contre ce fléau que le CEAS et Action Contre la Faim ont mis en œuvre un projet commun visant l'amélioration de la nutrition des femmes enceintes, des jeunes mères et de leurs enfants. Au cœur de cette action, « l'agriculture sensible à la nutrition », une approche officielle qui vise « à assurer la production d'une vaste gamme d'aliments nutritifs, culturellement adaptés, sains, de qualité, en quantité suffisante et à des prix abordables pour satisfaire durablement les besoins alimentaires des populations. »

Presque trois ans après le lancement du projet intitulé, une évaluation externe s'est penchée sur les impacts pour les 3800 ménages concernés. Elle s'est d'abord concentrée sur les impacts du point de vue agricole. De ce point de vue, elle constate que les formations données en cascade, c'est-à-dire à des maîtres-formateurs qui forment à leur tour d'autres groupes cibles, ont donné de très bons résultats. Ces formations ont notamment porté sur la fabrication de compost de divers types, lombricompost et compost liquide notamment. Il s'agissait également de vulgariser la culture et le bouturage de patates douces à chair orangée, nettement plus nutritive que les variétés cultivées habituellement. Les résultats furent tels que certaines femmes ont commencé à vendre du compost liquide, engrangeant au passage un petit revenu bienvenu pour les familles.

Transformation des produits agricoles

Dès le début du projet, des outils de transformation fabriqués localement ont été mis à disposition des familles, tels des broyeuses, des décortiqueuses ou des presses manuelles. Avec ce matériel, la transformation du manioc, de patates douces et de maïs en farines a été grandement facilitée. De même, la fabrication d'huile à partir d'arachide a pu être décuplée. Désormais, les membres des groupements n'ont plus besoin d'acheter de l'huile au marché, ce qui impacte positivement non seulement sur l'alimentation du ménage mais aussi sur les dépenses familiales. Enfin, le séchage d'une partie de leur production permet une conservation allant jusqu'à six mois : des apports nutritionnels bienvenus lors de la période dite de soudure, entre deux récoltes.

Le rôle du personnel du projet consiste aussi à donner aux enfants

Connaissances en matière culinaire et nutritionnelle

Parmi les moments les plus marquants du projet figurent les démonstrations culinaires. Différentes recettes à haute teneur nutritionnelle ont été élaborées et présentées à des mères leaders. Ce sont elles qui se sont chargées de les faire connaître lors de sessions de démonstration et de dégustation très appréciées. Si les soupes de manioc, de haricot, de tomate et oignon ont souvent fait l'unanimité, la salade de goyave et cresson semble n'avoir en revanche pas toujours convaincue. Quoi qu'il en soit, ces formations ont eu un impact important sur la qualité nutritionnelle des plats mijotés. L'évaluation externe a en effet montré que les mères consommaient désormais en moyenne quatre groupes d'aliments lorsqu'elles étaient enceintes et trois lorsque les enfants ont plus de six mois. Jusque-là, et selon la saison, leur alimentation se composait presque uniquement de riz.

Une meilleure hygiène globale

Elément essentiel de l'accompagnement de ces familles, l'hygiène, notamment des mains, a également fait l'objet de formations qui donnent des résultats encourageants selon les évaluateurs du projet :

le goût de découvrir de nouvelles saveurs. (photo : Léa, promotrice communautaire)

«On note une très bonne connaissance des mères sur la pratique de l'hygiène, l'utilisation des latrines individuelles ainsi que la propreté, surtout les techniques de lavage des mains qui ont été adoptées et appliquées. Les connaissances en matière de fabrication des savons ont été aussi observées et certains ménages en ont déjà fabriqué et vendu au marché.»

Impact sur la vie quotidienne des ménages et épargne communautaire

L'évaluation menée cette année relève plusieurs aspects de la vie quotidienne des ménages de la région. «Une diminution des dépenses a été maintes fois avancée par les bénéficiaires. En effet, l'utilisation des équipements de transformation a entraîné à la fois la disponibilité des farines pour l'alimentation des enfants, mais aussi une épargne sur l'argent qui aurait dû sortir des ménages pour l'achat de ces farines. On note aussi la diminution des dépenses pour les petits achats au quotidien tels que l'achat des légumes en raison de l'existence de jardin familial, ainsi que l'utilisation des produits du potager.»

Cet impact financier est renforcé par l'instauration de groupes d'épargne. En leur sein, chaque femme alimente régulièrement une cagnotte commune qui servira, à tour de rôle, à financer le projet d'une des membres du groupe.

De manière réjouissante, l'agriculture a été le premier domaine dans lequel les ménages ont utilisé leur crédit. Ces groupes d'épargne ont parfois aussi permis de soutenir les ménages vulnérables à subvenir à des besoins vitaux et urgents comme les frais de santé ou la scolarisation des enfants.

A l'issue des trois premières années du projet, ce sont ainsi près de 3800 femmes et leurs ménages qui ont fait un pas vers une plus grande sécurité alimentaire. Ceci, grâce à une démarche qui valorise un système alimentaire de proximité. Les défis restent en revanche immenses car les changements durables d'habitudes demandent patience et persévérance. C'est pourquoi une nouvelle phase de projet doit voir le jour dès le mois de janvier. Elle vise notamment à créer des microsites communautaires de transformation.

Il s'agira aussi d'impliquer les pères de familles, afin que les mères soient soutenues dans leurs efforts de diversification de l'alimentation.

Patrick Kohler

Mme Salohy a planté pour la première fois des patates douces à chair orangée au mois de décembre 2023. Elle a veillé à les planter sur des parcelles d'un mètre cinquante de large. Dans son hameau de Ankijana, c'était une nouveauté pour elle et ses voisines.

Dès la première année, elle a pu faire profiter sa famille de cette nouvelle denrée mais elle a aussi multiplié les boutures pour pouvoir développer sa production.

Très vite, ses voisines se sont montrées intéressées et lui ont demandé de leur donner quelques boutures afin qu'elles aussi puissent se lancer dans la culture de patates douces. «Naturellement je vais leur en donner mais elles devront ensuite elles aussi garder des boutures pour les saisons suivantes. De cette manière, elles ne devront pas en solliciter auprès du CEAS.»

(Photo : Savaivo, Evaluateurs du projet)

Faites un don avec TWINT !

Scannez le code QR avec l'app TWINT

Confirmez le montant et le don

Appel aux dons

Le matériel agricole nécessaire à la mise en place de jardins potagers de proximité ne coûte que 79.- frs par famille. Votre soutien au CEAS nous permet par exemple de soutenir ces familles. Merci de tout cœur et joyeuses fêtes !

Patrick Kohler

Vulgarisation agricole et dialogue national autour de la mangue burkinabè

Sortir les solutions techniques des laboratoires et des champs d'expérimentation est un défi que connaissent beaucoup d'instituts de recherche. Au Burkina Faso, le CEAS va soutenir un dialogue entre chercheurs, exportateurs et producteurs de la filière mangue pour qu'une vraie prise en compte des contraintes – techniques, financières et sociales – des producteurs fasse émerger des solutions de lutte contre les ravageurs de la mangue.

Offrir des cadres de dialogue entre les acteurs de la mangue du Burkina Faso est au cœur du travail du CEAS. (Photo : COBF)

Quiconque a déjà eu la chance de voyager au Burkina Faso le sait, la mangue est devenue en quelques décennies l'un des fruits phares de ce pays. Elle représente aujourd'hui environ 3% de son produit intérieur brut et fournit des revenus à plusieurs dizaines de milliers de personnes. Le Burkina est aujourd'hui au niveau mondial le premier producteur de mangues séchées bio – le CEAS et ses partenaires y ont largement contribué. Pour autant, cette filière et les emplois qui y sont liés sont de plus en plus menacés. Dessèchement des arbres dû au changement climatique ou propagation de ravageurs mettent en effet les acteurs de cette filière sous pression.

En plus de contribuer au développement de biopesticides (lire notre édition du mois de septembre), le CEAS s'est associé à la Haute école des sciences agronomiques de Zollikofen (Hafl) pour tenter de créer un dialogue national parmi tous les acteurs concernés. « La Hafl dispose d'une grande expérience dans la vulgarisation agricole » explique Jean-François Houmard, chargé de programme au CEAS. « Ses chercheuses et chercheurs travaillent depuis de nombreuses années aux mécanismes qui permettent d'intégrer le savoir académique dans les pratiques agricoles. Et c'est exactement l'élément clé sur lequel nous voulons œuvrer: faire sortir la recherche des laboratoires et des champs expérimentaux pour la confronter aux contraintes des productrices et producteurs. »

« Pour nous aider dans cet objectif, deux chercheuses de l'INERA – Institut burkinabè de l'Environnement et de Recherches Agricoles – vont animer des plateformes de cocréation de savoirs et de solutions. Ces plateformes seront constituées des acteurs clés de la filière de la mangue : des productrices.teurs, des intermédiaires, des exportateurs mais aussi les services techniques de l'Etat et les acteurs académiques. Chacun d'eux à son point de vue et ses contraintes à faire valoir. Mais même s'ils ont des intérêts parfois contradictoires, ils ont tous intérêts à trouver des solutions qui améliorent le système et le dynamise. Notre espoir est également que l'Etat burkinabè, qui soutient déjà l'utilisation de pesticides de synthèse, accorde des subventions pour l'utilisation de solutions compatibles avec le bio. Il est en effet primordial que le risque lié à l'utilisation de nouvelles pratiques ne pèse pas uniquement sur les productrices.teurs, car ils vivent souvent déjà dans des situations financières très précaires » précise Jean-François Houmard.

> « Faire sortir la recherche des laboratoires pour la confronter aux contraintes des productrices et producteurs. »

Il est clair que ce projet nécessitera du temps et de l'énergie pour créer de la confiance entre les acteurs concernés mais le jeu en vaut la chandelle. « Rappelons-nous qu'en Suisse aussi, les évolutions de l'agriculture vont lentement, au rythme des saison, de la nature et de pratiques bien ancrées. « Mais le potentiel d'impact social et environnemental est immense. D'ailleurs, si ce projet me tient vraiment à cœur, c'est par son potentiel d'impact pour les paysans de ce pays, eux qui, pour la plupart, galèrent chaque jour avec des revenus très faibles » conclut Jean-François Houmard.

Patrick Kohler

Alarme solidarité

Les parlementaires veulent réduire massivement les fonds de la coopération au développement. Si une large résistance des ONG s'organise, elle ne sera efficace que si la population se mobilise aussi avant les décisions qui seront prises au mois de décembre.

Beaucoup de suissesses et de suisses ignorent le pourcentage du revenu national brut que la Confédération suisse consacre à l'aide publique au développement. Pour connaître la réponse à cette question, il faut penser aux thèmes dans lesquelles la Confédération agit : Agriculture et sécurité alimentaire mondiale, accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, prévention des conflits et droits humains, aide en cas de catastrophe, autant de domaines dans lesquels elle s'investit avec ses partenaires, dont les ONG suisses.

Alors pour travailler sur tous ces thèmes, dans une quarantaine de pays, combien la Suisse investit-t-elle ? Et bien en 2023, la Confédération helvétique a consacré 0.43 % de ses revenus à ces thématiques, loin des 0.7% préconisés par l'OCDE.

En 2023, la Confédération helvétique a consacré 0.43 % de ses revenus à ces thématiques, loin des 0.7 % préconisés par l'OCDE.

En 2011, le Parlement s'était pourtant engagé à porter cette contribution à 0.5%. 13 ans plus tard, cet engagement n'a jamais été respecté. Pire encore, porté.es par la peur que suscite la guerre en Ukraine, nos parlementaires fédéraux discutent de coupes massives des budgets dédiés à la coopération au développement. Ainsi, 1.5 milliards de francs vont être ponctionnés dans ce budget pour la reconstruction de l'Ukraine. C'est plus d'argent que ce qui est consacré à la coopération au développement dans toute l'Afrique subsaharienne. Mais cela ne s'arrête pas là, nos parlementaires souhaitent une coupe supplémentaire de 2 milliards pour financer une augmentation massive du budget de l'armée décidée au mois de septembre.

Le CEAS est très inquiet. C'est pourquoi, aux côtés d'autres ONG suisses, nous vous invitons à tirer la sonnette d'alarme sur le site **www.alarme-solidarite.ch**

Il s'agit de donner un message fort à nos Parlementaires lors de leur vote au mois de décembre sur le budget dédié à la coopération internationale. Selon nous, l'aide indispensable à l'Ukraine ne doit pas être financé au détriment de la coopération au développement. On ne peut pas opposer les souffrances les unes aux autres. De même, le meilleur moyen de prévenir les guerres est d'investir dans la paix, et c'est justement l'une des missions de la coopération internationale. Investir dans la lutte contre la pauvreté, dans l'accès aux services de base, dans l'éducation ont plus d'effet qu'investir dans des armes selon nous.

Si vous partager ce point de vue, nous vous encourageons à tirer la sonnette d'alarme et à partager ce site à vos connaissances. Il est encore temps d'envoyer, en quelques clics, un message clair à nos parlementaires.

Il s'agit de donner un message fort à nos parlementaires

Tirez maintenant la sonnette d'alarme
www.alarme-solidarite.ch

commerce équitable

Noël : Les épices qui réchauffent nos tasses

Symbole du passage de l'automne à l'hiver, les épices de Noël s'invitent chaque année dans nos mets et boissons chaudes afin de nous aider à combattre le souffle glacé de la saison froide. Autrefois réservées à la noblesse en raison de leur haute valeur marchande, les épices de Noël sont arrivées en Europe par l'ancienne route de la Soie avant de finir dans nos boissons. En tant qu'exhausteur de goût, les épices servait par exemple à masquer le mauvais goût du vin de l'époque en étant chauffé et mélangé à celui-ci.

La cannelle est l'épice incontournable de ce mélange de Noël. Son parfum chaud et envoûtant réveille nos souvenirs d'enfance et parfume nos recettes traditionnelles. Cette écorce brune cultivée et récoltée par des productrices et producteurs malgaches selon des méthodes respectueuses de l'environnement est réputée pour sa douceur et ses arômes riches. En commandant la cannelle de la boutique du CEAS, vous soutenez directement notre engagement social et environnemental, tout en apportant chaleur et saveurs à vos soirées hivernales.

Dario Béguelin

La boutique

Veuillez me faire parvenir les produits suivants contre facture :	Prix (CHF)	Quantité	Total
Epices de Madagascar			
Cannelle en poudre - 45g	6.10	_____	_____
Gingembre en poudre - 45g	7.70	_____	_____
Poivre noir en grains - 50g	7.20	_____	_____
Poivre sauvage en grains - 50g	8.80	_____	_____
Baies roses - 25g	7.20	_____	_____
Curcuma en poudre - 45g	7.00	_____	_____
Combava en poudre - 45g	7.90	_____	_____
Moringa en poudre - 45g	13.00	_____	_____
Fruits séchés			
Mangues séchées BIO du Burkina Faso 100g	4.10	_____	_____
Litchis séchés Madagascar 50g	4.00	_____	_____
Bananes séchées Madagascar 50g	3.00	_____	_____
Savons naturels au karité de l'Association de femmes Yam Leendé			
Balanites/dattier du désert	5.00	_____	_____
Citronnelle	5.00	_____	_____
Huile de Neem	5.00	_____	_____
Henné et Miel	5.00	_____	_____
Moringa	5.00	_____	_____
Argile rouge	5.00	_____	_____
Argile verte	5.00	_____	_____
Savon boule au karité - citronnelle	5.00	_____	_____
Savon boule au karité + panier	6.40	_____	_____
Frais de livraison	9.00		9.00
	TOTAL		_____

Commandez directement et rapidement via notre boutique en ligne **www.leshop-equitable.ch** ou contactez nous par e-mail : boutique@ceas.ch ou par téléphone au 032 725 08 36

☐ Mme ☐ M

Nom, Prénom: _____

Adresse: _____

NPA, Ville: _____

E-mail: _____

Tél.: _____

Date: _____

Signature: _____

www.leshop-equitable.ch

Faites un don avec TWINT !

Scannez le code QR avec l'app TWINT

Confirmez le montant et le don

ceas
Centre Ecologique Albert Schweitzer

Centre Ecologique Albert Schweitzer
Rue des Beaux-Arts 21
CH-2000 Neuchâtel, Suisse

T. +41 (0)32 725 08 36

info@ceas.ch
www.facebook.com/ceas.ch
www.ceas.ch

BCN : IBAN CH82 0900 0000 2000 0888 7